

Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers de la Moselle

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 19 novembre 2017

Intervention – Arsène Schmitt

Mesdames et Messieurs, Madame la Députée, Chers Amis, Chers Camarades,

A moi aussi de vous souhaiter une cordiale bienvenue et vous remercier de tout cœur d'être venus aussi massivement à ce grand rendez-vous annuel des travailleurs frontaliers. Assemblée Générale exceptionnelle, qui commémore aujourd'hui son 40e anniversaire. Je remercie également tous nos invités qui viennent d'être cités nous faisant l'honneur de participer à nos travaux.

Votre présence massive, comme chaque année, témoigne de l'intérêt que vous portez à votre organisation et votre détermination à défendre vos droits. Cette solidarité de votre part est pour nous dirigeants bénévoles, le moteur dans nos actions pour la défense des intérêts du monde frontalier et la défense de nos conquêtes sociales.

Chers amis, nous commémorons aujourd'hui 40 années de lutte. 40 années de lutte contre toutes les discriminations sociales et fiscales frappant les travailleurs et retraités frontaliers. 40 années de solidarité et d'engagement à côté des syndicats allemands et français, à côté de toutes les forces progressistes pour défendre nos droits et acquis qui sont attaqués voire détruits par nos gouvernants les valets du système capitaliste et son instrument l'Union européenne.

Non seulement les Etats de l'Union européenne, les vassaux de l'impérialisme américain, mènent la guerre en Afrique au Moyen-Orient, semant le chaos et la misère, mais ils mènent aussi la guerre sociale contre les travailleurs. Oui méthodiquement, nos gouvernants aux ordres des forces du capital avec leur instrument l'Union européenne, au nom de la concurrence libre et non faussée de ses traités dictatoriaux, détruisent toutes nos conquêtes ouvrières, notre sécu, nos retraites, nos services publics, nos statuts, le code du travail nos conventions collectives... Tout doit disparaître pour permettre au capital d'accroître l'exploitation, afin de récupérer les milliards qui lui échappent encore grâce aux systèmes solidaires mis en place après la seconde guerre mondiale, en application du programme du Conseil National de la Résistance.

C'est ahurissant, à les entendre ce n'est pas leur système économique capitaliste pourri par la spéculation qui est responsable de la crise, non, d'après eux, ce sont nos garanties collectives et celles-ci doivent être liquidées.

Oui, aujourd'hui, nous les travailleurs créateurs de richesses, sommes considérés comme des coûts, des charges ! Et si nous protestons contre la destruction de nos conquêtes ouvrières nous sommes encore insultés et traités de fainéants. Un mépris de classe ! Un affront à la CO.

Ils nous disent que les caisses sont vides, nous vivons au-dessus de nos moyens, il faut faire des sacrifices. Ils nous prennent vraiment pour des imbéciles, alors qu'il y a chaque année 80 milliards d'évasion fiscale en France, 600 milliards d'avois français reposent dans les paradis fiscaux, et 1000 milliards d'évasion fiscale chaque année dans la zone euro et ceci en toute impunité. Mais il faut reprendre l'argent aux voleurs ! Oui c'est le fruit de notre travail qui est volé par ces criminels économiques que sont les multinationales.

Ca suffit ! Jusqu'à quand allons-nous accepter cette destruction sociale, ce recul de civilisation ?

Chers amis, à l'occasion de ce 40^{ème} anniversaire, il est important de retracer le chemin parcouru. L'organisation a été créée exactement le 10 décembre 1977, par notre regretté Marcel Hantz qui nous a quitté l'année dernière. Nous lui dédions aujourd'hui cette Assemblée générale. Marcel Hantz travaillait chez Michelin, membre du Comité d'entreprise et syndiqué à la IG Chemie. Par l'intermédiaire de Michelin Karlsruhe, Marcel a eu connaissance d'une organisation de travailleurs frontaliers à Strasbourg. Vu la situation particulière des travailleurs frontaliers avec leurs problèmes spécifiques, il a créé, avec quelques camarades de travail (les regrettés Georges Heinz et Charles Zeler, et Jacqueline Burkart ici présente à la tribune) l'Association des travailleurs frontaliers de la Moselle-Est. Ayant lu le communiqué de presse de la réunion constitutive, appelant les travailleurs frontaliers à rejoindre l'Association, je suis allé chez Marcel quelques jours après, un samedi matin, et je lui ai proposé mes services.

C'est ainsi que notre combat a commencé contre les discriminations frappant le monde frontalier.

Chers Amis, en cette assemblée générale de lutte, nous rendons hommage à Marcel qui est avec nous ce matin en lui dédiant cette assemblée générale. Témoignons-lui toute notre reconnaissance par nos applaudissements.

Je remercie aussi toutes celles et ceux qui ont milité et qui militent toujours, bénévolement, pour la défense des travailleurs frontaliers. Je rends hommage aujourd'hui, à tous mes camarades du Comité de Direction et les remercie de tout cœur pour leur engagement et le temps consacré à l'organisation. Je remercie aussi notre personnel Carine, Bénédicte, Catherine et Marie-Louise pour le travail effectué. D'ailleurs Catherine qui a assumé avec fidélité trente années de travail au secrétariat, partira en retraite à la fin de l'année.

Je dois aussi vous adresser un salut fraternel de Patrick Griesbach, un pilier de l'organisation qui ne peut être avec nous aujourd'hui. Il a été opéré avant-hier, tout s'est bien passé. Témoignons-lui d'ici notre solidarité et notre amitié en lui souhaitant un prompt rétablissement, par nos applaudissements.

Chers amis, le 10 décembre 1977, les travailleurs frontaliers se sont donnés les moyens de se défendre, de prendre en main leurs problèmes. En effet, qui peut mieux parler de la vie des travailleurs frontaliers que nous-mêmes. Oui, il faut la vivre pour pouvoir en parler sérieusement, en tenant compte de tous les aspects du phénomène.

Dès le départ nous avons fixé le rôle et les objectifs dans nos statuts:

1. Rassembler les travailleurs frontaliers dans une organisation spécifique afin qu'ils ne soient pas une masse anonyme et inorganisée;
2. Informer les travailleurs frontaliers sur leurs droits ;
3. Défendre leurs intérêts et agir auprès des autorités nationales, internationales pour faire aboutir leurs légitimes revendications;
4. Faire corps avec le monde du travail et manifester notre solidarité avec les syndicats allemands et français, et s'engager avec toutes les forces progressistes qui luttent concrètement pour la justice sociale, la liberté, la Paix et contre le Racisme.

Ces orientations prises en 1977 ont été scrupuleusement respectées. Et d'année en année le Comité de Direction a été conforté dans ces orientations et toujours encouragé par l'Assemblée Générale Annuelle d'œuvrer dans cette voie.

Pour vous donner le bilan de ces 40 années de lutte, retraçons le chemin parcouru à partir de ces points fondamentaux: **Rassembler, Informer, Défendre, agir, solidarité et lutte.**

Le fait de faire prendre conscience aux travailleurs frontaliers de la nécessité de s'unir au sein du Comité de Défense a été et est toujours notre préoccupation permanente. Rappelons les nombreuses opérations aux postes frontières à 5 h du matin, des milliers de tracts distribués. Les centaines de réunions tenues tous les samedis dans les communes frontalières. La mise en place des permanences de Bitche à Bouzonville.

Dès le départ, nous avons édité notre journal « le Frontalier » qui paraît tous les trimestres et qui assure la constance de notre information.

Notre force et notre crédibilité auprès des diverses autorités et instances, c'est le rassemblement des travailleurs frontaliers au sein de notre collectif, qui compte aujourd'hui 11.563 adhérents. C'est ce rassemblement qui au fil des années a donné la vraie image du travailleur frontalier. Car il faut le souligner, il y en a eu des campagnes de dénigrement à notre égard.

Quoi les frontaliers s'organisent? Qu'ont-ils donc à revendiquer, ces privilégiés du taux de change? Ils gagnent des montagnes d'argent (Raymond Barre)? Ils profitent de tous les avantages en France et en Allemagne, c'est une caste de privilégiés.

Notre rassemblement a permis de faire savoir à l'opinion que nous ne sommes pas des privilégiés mais des travailleurs lorrains qui passent quotidiennement une frontière pour gagner leur vie et faire vivre leur famille.

Il faut rappeler que les travailleurs frontaliers, la grande majorité, ne sont pas devenus travailleurs frontaliers par convenance personnelle, mais par nécessité parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'aller travailler en Allemagne ou au Luxembourg. En effet la cause essentielle du phénomène frontalier est la liquidation de nos industries de base dans notre région par le grand patronat appuyé par les gouvernements successifs. Liquidation de nos industries sur l'autel de cette « belle Europe » censée nous protéger. Oui, depuis 40 ans ce sont justement les institutions de l'Europe, comme la CECA (communauté européenne du charbon et de l'acier) qui ont organisé dans tous les pays d'Europe les fermetures des mines et des usines sidérurgiques ! C'est l'Union européenne qui a imposé Mittal afin de s'emparer de la sidérurgie lorraine dans le but de la liquider.

Avant de passer à notre cahier revendicatif, je vous donne les dernières statistiques sur le nombre de travailleurs frontaliers en Lorraine, qui est d'ailleurs toujours une estimation. Près de 100.000 au Luxembourg, en Sarre environ 15.800 et 4.500 au Palatinat

Notre rassemblement a permis d'informer sur la situation particulière du travailleur frontalier. En effet, par notre travail en Allemagne, nous sommes confrontés à de nombreux problèmes dans le domaine social et fiscal. En toute modestie, nous pouvons être fiers de notre bilan, et de l'évolution de notre cahier revendicatif durant ces 40 années. Concernant nos problèmes spécifiques, les travailleurs frontaliers occupés en Sarre et en Palatinat ont bénéficié d'avancées significatives.

Je rappelle les grands succès obtenus:

- Réintégration dans le régime local de la sécurité sociale en 1982 ;
- Annulation de centaines de procès-verbaux infligés, par les douaniers, aux travailleurs frontaliers qui détenaient un compte en Allemagne. (Les anciens se rappelleront la chasse aux comptes bancaires dans les années 81 et 82. A cette époque on nous assimilait à des exportateurs de capitaux.
- Indemnisation du chômage en fonction du salaire réel depuis 1987.
- Prise en charge immédiate par la sécurité sociale des chômeurs sans attendre la notification de l'Assedic;

- Extension de la zone frontalière en 1990 qui comprend maintenant les 3 départements, Bas-Rhin, Haut-Rhin et la Moselle.
- Depuis 1993, indemnisation du chômage partiel par l'Arbeitsamt allemand au même taux que nos collègues allemands;
- Droit à la carte vitale;
- Amélioration de la situation fiscale pour les travailleurs frontaliers, hors zone, imposés en Allemagne depuis 1996.
- La retraite complémentaire n'est plus minorée depuis janvier 2000.
- Versement des indemnités journalières de maladie aux chômeurs par la CPAM en cas d'épuisement du versement de celles-ci par la Caisse allemande;
- Réintégration dans le régime local de la Sécurité Sociale des frontaliers retraités le 17 janvier 2002.
- Calcul des meilleures années de la carrière française prise en compte pour le calcul de la retraite française ;
- Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse du conjoint qui n'exerçant pas d'activité professionnelle.
- La grande victoire en 2000 sur la CSG et la CRDS fait date dans les annales du Comité. Oui, cet immense succès, a été arraché après 10 années de lutte auprès des autorités nationales et la Commission européenne. Les travailleurs frontaliers s'étaient mobilisés en masse. Nos Rassemblements, réunions, pétitions, la grande manifestation à Sarreguemines, les 9.000 requêtes déposées aux Tribunaux administratifs et le boycott que nous avons lancé à l'AG de 1997 ; toutes ces actions ont eu raison de l'obstination du gouvernement qui a dû suspendre le prélèvement et a se plier à l'arrêt de la Cour de Justice Européenne du 15 février 2000 en abrogeant la CSG et la CRDS pour les travailleurs frontaliers.

Cette victoire représente + 8% sur les salaires bruts mensuels. Sans cette grande bataille avec la coordination nationale des travailleurs frontaliers de France, avec l'appui de la CGT et notre avocat Ralph Blindauer qui avait fait un mémoire magistral sur le dossier et qui a fait massue auprès des autorités, oui sans cette grande bataille, les travailleurs frontaliers se feraient plumer par le fisc depuis 1992.

Et voilà que maintenant l'État français nous impose la CSG-CRDS sur les retraites allemandes, ceci après avoir obtenu la fin de l'imposition des retraites en Allemagne depuis 1^{er} janvier 2016, après un dur combat de 8 ans. Nous ne l'acceptons pas. Cette mesure est illégale, j'y reviendrai.

Vous conviendrez, chers amis, que ces grandes revendications n'ont pas été satisfaites par un simple coup de baguette magique.

Sans le Comité de Défense, sans la solidarité de ses membres qui au fil des années lui ont donné sa force, le contentieux frontalier n'aurait pas bougé d'un pouce.

Je veux aussi rendre hommage aujourd'hui à tous les responsables des institutions : AOK, Arbeitskammer, CPAM, Caisses de retraite, Pôle emploi, Centre des Impôts, Caisses d'allocations familiales, pour leur aide quand des problèmes litigieux se posent. Sans oublier bien sûr nos avocats. Je tiens aussi à remercier le maire de Sarreguemines, Céleste Lett, pour la mise à disposition des nouveaux locaux nous permettant de travailler dans d'excellentes conditions et pour son engagement durant son mandat de parlementaire pour la défense de nos dossiers. Aujourd'hui encore, il intervient auprès du gouvernement pour

défendre nos dossiers. Nous espérons que les nouveaux parlementaires dans notre secteur soutiendront aussi nos revendications spécifiques qui doivent rassembler toutes les tendances politiques.

Cher amis, de nombreux problèmes restent encore en suspens:

Nous sommes toujours confrontés au dossier discriminatoire concernant la qualité d'ayants droit des enfants étudiants des travailleurs frontaliers

Nous demandons la prise en charge en tant qu'ayant droit, jusqu'à leur 25^{ème} anniversaire conformément à la réglementation allemande.

A cotisations identiques, prestations identiques.

Le problème des cures en France n'est toujours pas réglé. Les Caisses allemandes refusent de payer l'avance sur salaire si la cure est faite en France.

Prime de rentrée scolaire. Nous demandons qu'elle soit versée au mois d'août et non au mois d'octobre voir janvier pour certains.

Pflegeversicherung. Nous ne cessons de relancer le dossier, à ce sujet l'égalité de traitement n'est pas respectée. A cotisations identiques, prestations identiques.

La discrimination fiscale à l'égard des salariés intérimaires « frontaliers » n'est toujours pas réglée. Ils doivent aussi bénéficier du statut : imposition au pays de résidence. Ils sont lourdement imposés en Allemagne.

Concernant le calcul de la retraite progressive (Altersteilzeit), bien que nous ayons gagné devant la Cour de Justice européenne, les dossiers sont toujours devant les tribunaux allemands.

Autre gros problème qui s'annonce c'est la proposition de la Commission européenne de modifier la réglementation relative au paiement des allocations de chômage aux ex-travailleurs frontaliers. Elle est d'avis que le centre d'intérêt des travailleurs frontaliers est le pays d'emploi ; que les cotisations chômage y sont versées, donc c'est le pays d'emploi qui doit être compétent pour le versement des indemnités.

Nous ne sommes pas d'accord avec cette analyse et nous ne cessons d'intervenir auprès du gouvernement et de la Commission en leur signalant que cette modification serait catastrophique pour les chômeurs frontaliers qui seraient lourdement pénalisés, surtout les travailleurs âgés qui ne bénéficieraient plus du maintien des droits jusqu'à leur retraite allemande qui devrait survivre jusqu'à l'obtention de celle-ci pendant des années avec éventuellement le RSA de 500 euros par mois.

Nous demandons qu'un accord bilatéral soit mis en place prévoyant une rétrocession financière du pays de cotisation au pays versant les prestations.

Il est fondamental que l'ensemble des personnes domiciliées en France puissent, quel que soit l'Etat d'exercice de la dernière activité professionnelle, bénéficier des mêmes prestations.

CSG-CRDS sur la retraite allemande.

Chers Amis, chaque fois que nous réglons un gros dossier, il y a un autre qui survient. Oui, après la fin de l'imposition des retraites en Allemagne, voilà que l'administration fiscale française nous applique la CSG-CRDS sur la retraite allemande.

Les retraités qui résident en France et qui perçoivent à la fois une retraite d'Allemagne et une retraite française sont affiliés de manière obligatoire au régime d'assurance maladie français.

Cela étant, d'après l'Etat français, nous sommes ainsi soumis à ces contributions sociales. Les retraités qui ne perçoivent que des retraites d'Allemagne ne seront pas concernés par ces prélèvements parce qu'ils restent affiliés à la sécurité sociale allemande.

En l'état actuel, selon le revenu fiscal de référence de l'année précédente, ces prélèvements frappent à taux plein nos retraites à hauteur de 7,4 % ou au taux réduit à hauteur de 4,3 % **Nous considérons cette imposition de la CSG-CRDS sur la retraite allemande comme illégale et nous lutterons pour son abrogation.**

Ainsi, après avoir financé les branches du régime allemand de sécurité sociale et assuré leur équilibre durant notre vie active, les frontaliers retraités devront en outre combler, à l'instar des travailleurs qui sont restés sédentaires et ont relevé toute leur carrière durant des régimes français, le déficit de ces régimes, causé par l'incurie de nos gouvernants. Demain, si les gouvernants allemands devaient tomber dans les mêmes travers qu'en France, nous pourrions avoir à payer de la CSG et de la CRDS de part et d'autre de la frontière !

Nous nous battons, au besoin jusque devant la Cour de justice de l'Union européenne, afin que les droits des travailleurs aujourd'hui retraités soient reconnus.

Pour nos prestations de retraite de la sécurité sociale nous relevons de la législation allemande (branche vieillesse). La France ne peut donc exiger que sa propre législation de sécurité sociale s'applique également à ces prestations vieillesse et prélève sur nos retraites des cotisations quelle que soit leur forme sans qu'il n'en résulte pour nous aucun avantage supplémentaire par rapport à un travailleur resté sédentaire en termes de protection sociale. Il en est ainsi de la CRDS et de la CSG qui viennent frapper nos retraites. En effet : la CRDS est entièrement attribuée à la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), et donc au remboursement indifférencié de l'ensemble du déficit social toutes branches confondues y compris la branche vieillesse ;

La question se pose en des termes similaires pour la CSG dont une partie tombe également dans l'escarcelle de la CADES.

En outre pour les retraités d'Allemagne frappés à taux plein sur leur retraite (actuellement à hauteur de 7,4 %), ils se retrouvent à devoir cotiser à la branche vieillesse en France au travers de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie.

Retraités d'Allemagne, nous subissons un traitement inégalitaire au regard de la situation des travailleurs allemands ou français restés sédentaires.

Au

financer les caisses de retraite françaises, la

Sécurité Sociale et leur soi-disant déficit ?

Dès réception de l'avis d'imposition, les retraités doivent formuler une réclamation auprès du Centre des Impôts qui exige ces contributions. Ils doivent immédiatement contacter le bureau qui donnera l'information pour la contestation auprès du Fisc et du Tribunal administratif.

Ensemble nous lutterons pour l'ABROGATION de cette mesure illégale ! Non reconnaissance des taux d'invalidité

Et toujours cette injustice concernant la non reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne.

Nous avons de nouveau lancé une grande opération de sensibilisation auprès des ministères allemands, français, Commission européenne, auprès des parlementaires afin qu'une fois pour toute cette situation dramatique pour les travailleurs concernés et leur famille, soit réglée.

C'est un scandale de voir qu'aujourd'hui des travailleurs frontaliers, reconnus invalides par la France et non par l'Allemagne, se retrouvant dans la misère.

Ils perçoivent, en effet, seulement une pension d'invalidité française uniquement calculée en fonction des années travaillées en France. Si cette période s'avère courte, 5 ou 10 ans, il devient impossible à la famille concernée de subvenir à ses besoins. Il y a des ex-travailleurs frontaliers qui n'ont comme seule ressource que leur pension d'invalidité française d'une cinquantaine d'euros par mois.

Il est quand même scandaleux de constater que lorsque d'éminents professeurs français affirment que le travailleur frontalier n'est plus capable d'exercer une quelconque activité professionnelle, que dans la foulée, leurs homologues allemands prétendent le contraire. Les conclusions des rapports des médecins conseil allemands sont consternantes, et stipulent: *« la personne n'a plus le droit de travailler à des machines, elle n'a plus le droit de faire un travail stressant, elle n'a plus le droit de monter les échelles, elle n'a plus le droit de monter les échafaudages, elle n'a plus le droit de se courber, elle n'a plus le droit de porter de charges lourdes, plus le droit de travailler dans la poussière, le bruit, plus le droit de faire du travail posté, mais la personne peut encore exercer un travail léger comme, par exemple, portier ou caissier à une station d'essence »*. Ces commentaires sont d'une indécence sans pareille qui bafouent la dignité humaine.

C'est une honte de voir des travailleurs frontaliers ayant trimé pendant 35 ans, se retrouver handicapés et malades avec une pension française de 100 euros.

C'est un problème politique et nous demandons qu'un accord bilatéral soit conclu entre la France et l'Allemagne, qui stipulerait que si des médecins d'un État reconnaissent invalide un travailleur que celui-ci soit reconnu invalide, sans tergiversations, par l'autre État. Mais il n'y a aucune volonté politique entre la France et l'Allemagne de régler ce problème.

Imaginez un travailleur qui a fait usage de la mobilité (toujours tellement mis en avant par nos gouvernants, nos eurocrates), qui a travaillé au Luxembourg, en Allemagne, en France, en Suisse en Italie qui tombe malade, se trouve dans l'incapacité de travailler. Devrait-il répondre à tous les critères de chacun de ces pays où il a travaillé pour toucher sa pension d'invalidité ? Ce serait le parcours du combattant. Non ! Si un Etat le met en invalidité les autres devraient automatiquement suivre.

Nous ne devrions pas entendre ce type de commentaire prononcé par un médecin conseil allemand, lors d'un séminaire à Kirkel qui nous a dit textuellement : « *So lange wie de Greifbarkeit noch funktioniert kann man immer noch arbeiten* » (tant que la fonctionnalité d'un membre marche on peut toujours encore effectuer un certain travail)

Il est inadmissible que dans une démocratie l'épreuve de l'exclusion sociale s'ajoute à l'épreuve de la maladie. C'est une honte !

Chers amis, concernant la sécurité sociale, elle est dans le broyeur européen comme d'ailleurs tous nos conquêtes sociales.

En Allemagne, en France et ailleurs, les dépenses de santé doivent être compressées à outrance. Elles sont comptabilisées dans les dépenses publiques qui doivent satisfaire le fameux pacte de stabilité des 3% imposé par l'euro.

La Sécu doit être liquidée. Il est clairement indiqué dans le traité de Maastricht et les directives européennes 92/49 et 92/96 qu'il faut mettre fin au monopole de la sécurité sociale et de la livrer aux assurances privée.

La Commission européenne avait déclaré, avec la bénédiction de nos gouvernants: « *le coût de la protection sociale élevée en France et en Allemagne est la source du chômage, il faut abroger le monopole des Caisses de sécurité sociale au profit des assurances privées*».

La sécurité sociale est une conquête ouvrière, une institution de la classe ouvrière, une conquête historique pour les travailleurs créée en 1945 sur la base : « chacun cotise selon ses moyens et en bénéficient selon ses besoins.»

Le budget de la Sécu, c'est 487,4 milliards d'euros en 2017, qui échappent toujours aux capitalistes et que l'État ne peut utiliser à d'autres fins. C'est plus que le budget de l'État. Il permet d'assurer la solidarité ouvrière.

La Sécurité sociale, c'est le salaire des travailleurs, le salaire différé collecté par et pour les travailleurs dans les caisses de la sécurité sociale pour assurer collectivement la solidarité entre les salariés.

Elle a toujours été combattue par la bourgeoisie et les gouvernements de toutes couleurs politiques. Les gouvernements n'ont eu de cesse de vouloir la remettre en cause.

En affaiblissant le régime général automatiquement notre régime local en est impacté et donc menacé. Il est financé par une cotisation salariale supplémentaire de 1,5% ?

En effet, le gouvernement Macron-Philippe, à partir du 1^{er} janvier 2018, va supprimer les cotisations maladie salariales, ensuite patronales, soi-disant pour augmenter le salaire net de chacun et financer cette mesure par une augmentation de la CSG. C'est une pure farce.

Deux contre-vérités. Premièrement : les cotisations sociales sont du salaire différé. Donc, leur suppression, c'est une diminution de salaire et non une augmentation. Deuxièmement : la CSG est un impôt. Donc, son augmentation, c'est une perte de pouvoir d'achat.

Troisièmement, et c'est le plus important : s'il n'y a plus d'assurance maladie, que restera-t-il pour financer la Sécu ? Une enveloppe fermée dans le budget de l'État ? Macron veut tout transférer à la CSG qui ne sera plus réservée à financer uniquement la sécurité sociale, mais aussi les collectivités locales ou l'armée. L'assurance maladie qui ne serait plus financé

par les cotisations des salariés, ce serait la mort programmée de la Sécu. C'est la cotisation qui donne droit au remboursement, avec la disparition de la cotisation, c'est le droit aux remboursements qui est visé.

Oui la sécurité sociale doit être liquidée conformément aux directives européennes. Dans son rapport du 22 mai 2017, la feuille de route, de la Commission européenne adressée à la France indique qu'il faut réduire le coût de la main-d'œuvre par la réduction permanente des cotisations sociales.

Rappelons quelques évidences. Il n'y a aucune raison valable de « refonder la sécurité sociale ». Il n'y a pas de déficit de la Sécu. Que l'on restitue les 444 milliards d'euros détournés des caisses de la Sécu par le patronat, par le biais des exonérations patronales accordées par tous les gouvernements depuis 1991, et il n'y aura plus de « déficit » qui tienne.

Nous sommes solidaires avec le ras-le-bol du personnel soignant à bout de souffle. Nous faisons nôtre la colère des hospitaliers et des syndicats FO et CGT qui dénoncent la loi santé et la mise en places des GHT (groupements hospitaliers de territoire). Ces regroupements et fusions d'établissements permettront au Gouvernement par le biais des Agences régionales de Santé de supprimer 22.000 postes, 16.000 lits et d'imposer la mobilité forcée aux agents. Cela aura forcément des répercussions sur les établissements de santé du territoire de Moselle-Est. Il faut entendre le cri des infirmières : « *on est à bout – surcharge de travail – la sécurité des patients est difficilement assurée...* ». Oui les urgences sont débordées, services hospitaliers saturés. Et aujourd'hui pour la ministre de la santé, il y aurait encore trop de « *lits inutiles et 30% des soins seraient inutiles* » et qui dit que nous allons favoriser l'ambulatoire. Oui dehors les malades de l'hôpital, le plus vite possible. Mais quand nos élites se font hospitalisées ils ne traîneront pas durant 10 heures sur les brancards dans les urgences, tout un étage leur sera réservé. Une honte !

Et la situation catastrophique dans les maisons de retraite ceci par manque de moyens et de personnel : les repas donnés au lance-pierres, manque de soins, une douche tous les 10 jours ! Un témoignage d'un directeur qui dit : « *j'aurai honte de prendre ma mère dans mon propre établissement.* » Et la réponse une baisse de 5 milliards d'euros les dépenses de santé.

Nous entendons les mêmes témoignages en Allemagne. Dans les hôpitaux il y a un manque grave de personnel. D'après le syndicat Ver.di il y a un manque de 162.000 postes. En Sarre un manque de 3.500 postes. Témoignage d'une infirmière de la Clinique du Sonnenberg à Sarrebruck qui dit : « *Les soins sont devenus un traitement de masse.* »

Souvent nous sommes seules sur l'étage. Du personnel manque dans tous les services pas seulement chez nous mais dans tous les hôpitaux en Allemagne. »

Oui dans cette UE de malheur les malades sont les cibles, ils coûtent trop chers. En Grèce, trois millions de personnes sont totalement exclues du système de santé publique. A Athènes le nombre des sans abris ne cessent d'augmenter, baisse des salaires, des retraites de 40%, les allocations de chômage laminées, les Grecs sont en moyenne 40% plus pauvres qu'en 2008... En Grèce dans les hôpitaux des commissions de médecins doivent faire des choix, garder l'argent pour soigner des enfants et laisser mourir des personnes de 65 ans confrontées à la récurrence d'un cancer nécessitant un traitement lourd. En Grèce, on dénombre officiellement 3.000 suicides en conséquence des plans du FMI et de l'Union européenne.

Non ! Ca ne peut plus durer !

Chers Amis, j'arrive au dernier point de l'engagement que nous avons pris en 1977 :

Faire corps avec le mode du travail et manifester notre solidarité avec les syndicats allemands et français, avec toutes les organisations progressistes qui luttent pour la justice sociale, la liberté, la Paix et contre le racisme. Et prendre nos responsabilités pour dénoncer et combattre toutes politiques antisociales, quelle que soit la couleur politique du gouvernement.

Comme je l'ai signalé, nous les travailleurs frontaliers faisons partie intégrante du monde du travail. Nous vivons les mêmes préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de précarité, de flexibilité comme nos camarades allemands. Nous avons toujours appelé les travailleurs frontaliers à se syndiquer sur le lieu de travail et ainsi s'engager pour défendre leurs intérêts de travailleurs, défendre leurs droits et acquis qui sont attaqués, voire détruits par les capitalistes et la broyeuse des conquêtes sociales qui s'appelle Union européenne.

Oui, notre lutte pour la satisfaction de nos problèmes spécifiques frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos droits et acquis arrachés par la lutte de classe souvent au prix du sang. Oui, rien ne nous a été donné. Rien n'est tombé du ciel.

Oui durant ces 40 années nos drapeaux flottaient au vent dans toutes les grandes manifestations, en France en Allemagne, au Luxembourg, pour l'emploi, la défense de la Sécu, les retraites, contre le racisme, pour la paix.

Chers Amis, les sciences et les technologies sont à leur apogée, les conquêtes scientifiques ouvrent les portes de l'espace et dans le même temps, nous vivons aujourd'hui un recul de civilisation.

Oui, le « modèle social européen » est mort a déclaré Mario Draghi, président de la Banque Centrale européenne, l'homme de Goldman Sachs, lors d'une interview donnée le 24 février 2012 au Wall Street Journal. Il poursuivait : « il n'y a pas d'échappatoire possible à la mise en œuvre de politiques d'austérité très dures pour sauver l'euro. »

Oui, Tout doit passer à la trappe. Toutes nos conquêtes ouvrières que nous avons mis plus de 150 ans à conquérir doivent être liquidées. Conformément, et nous revenons toujours à la source de la casse sociale, les traités dictatoriaux de l'UE. Tapez sur google « les GOPE ». Les Grandes Orientations de Politiques Économiques qui sont fixées par la Commission européenne aux Etats membres de l'UE. Vous lirez ainsi la feuille de route de liquidation de nos conquêtes sociales que les gouvernements doivent appliquer. Oui, les politiques de destruction menées par les gouvernements Macron, Merkel et les autres sont un « copié-collé des directives européennes. »

Qui peut encore nier aujourd'hui que toute la destruction de nos conquêtes ouvrières, ne provient pas de cette Union européenne capitaliste de malheur ?

Dès la déclaration Schuman en 1957, rédigé par les Américains, toute la destruction sociale était annoncée par nos eurocrates. En voici quelques unes qu'il ne faut cesser de rappeler.

En 1989, François Perigot, ex-président du CNPF : *« avec l'Europe, on va enfin dépoussiérer la société française, la débarrasser de ses scories. Personne ne saurait gagner la bataille de l'Europe en préservant frileusement les acquis d'un monde aujourd'hui révolu. »*

En 1999, Hans Tietmeyer l'ancien président de la Bundesbank, ce personnage qui au début des années 1990 avait imposé ses vues aux négociateurs du traité de Maastricht avait déclaré sur les conditions sociales de la mise en place de l'euro, je cite : *« L'homme de la rue n'en est pas conscient. Tout le monde ne comprend pas encore de quoi il s'agit. La concurrence entre les systèmes de protection sociale sera plus forte, pas seulement vis-à-vis du monde non européen, mais aussi à l'intérieur de l'Europe. Il faut de la concurrence*

entre les systèmes fiscaux, tout comme entre les systèmes de protections sociales nationaux. Il n'y aura pas de retour en arrière, c'est définitif. Les hommes politiques n'ont plus de compte à rendre aux citoyens, mais seulement aux marchés financiers... avec la monnaie unique, nous ne pourrons plus jouer sur le taux de change, la seule variable d'ajustement de l'économie pour être compétitif sera donc l'emploi et l'écrasement des salaires et la protection sociale. »

L'observatoire social européen en 1996 signale : « en choisissant un modèle inédit d'une monnaie centralisée, le modèle choisi est porteur intrinsèquement de dérégulations sociales. La principale variable d'ajustement sera le social. Une autre caractéristique de l'Union monétaire est qu'elle facilitera la comparaison des niveaux de salaires, des coûts salariaux et d'allocations pour les entreprises et les gouvernements. Elle permettra d'exercer une pression sur les syndicats afin qu'ils acceptent des niveaux de salaires et d'allocations inférieurs au nom du maintien de la compétitivité. » « ...Les Etats doivent mener une politique rigoureuse. Ils doivent encore mener des coupes dans les budgets sociaux et encore exiger plus de flexibilité pour le monde de travail afin que le pacte de stabilité soit respecté ».

Il faut savoir, et nous revenons toujours à la source de la démolition sociale, que la loi scélérate El Khomri, et les ordonnances Macron contre le code du travail, encore plus destructrices, ont été dictées par Bruxelles. Elles sont sorties des « recommandations » du Conseil de l'Europe du 14 juillet 2015, qui disposent : « faciliter aux niveaux des entreprises et des branches, les dérogations aux dispositions juridiques générales en ce qui concerne l'organisation du temps du travail, mettre en place les accords d'entreprise... »

Et je pourrais multiplier les exemples faisant la démonstration que toute la casse sociale était programmée par les serviteurs de cette Europe du capital financier, qui a été créée par et pour les capitalistes. Oui l'UE, c'est la dictature de la classe capitaliste pour écraser la classe ouvrière.

Oui, le grand patronat et les gouvernements successifs, n'ont jamais digéré ce que le mouvement ouvrier leur a arraché. Et les traités dictatoriaux de Rome à Maastricht dont le cœur est la « concurrence libre et non faussée », leur permettent de prendre leur revanche en mettant en concurrence les travailleurs et les peuples, au nom de la compétitivité, et démolir ainsi leurs acquis sociaux. Sans oublier les scandaleuses délocalisations encouragées par la Commission européenne. De fait, quasiment chaque semaine apporte son lot de délocalisations et de fermetures d'usines (depuis 2009, près de 1.700 établissements industriels ont été rayés de la carte de France). Les fleurons de l'industrie nationale comme Alstom, les chantiers navals... sont bradés à des groupes étrangers. Un scandale !

Oui, chers Amis, toutes nos conquêtes sociales doivent disparaître pour que l'évasion fiscale de 1000 milliards d'euros chaque année dans la zone euro puissent perdurer. Evasion fiscale organisée par les criminels économiques, avec l'appui de nos gouvernants.

La guerre totale est déclarée aux travailleurs par les gouvernements en Europe. Le gouvernement actuel Macron-Philippe, (qui ne représente que 18% des inscrits il faut toujours le rappeler), gouvernement soi-disant en marche pour le renouveau, oui, il est en marche dans la continuité de la démolition sociale dictée par l'UE, par les GOPE (que je viens de citer). En effet, il perpétue aujourd'hui, la politique que menaient avant lui Hollande et Sarkozy en l'aggravant chaque fois un peu plus.

Le code du travail est pulvérisé avec les félicitations de Junker, président de la Commission européenne, le roi de l'évasion fiscale, c'est lui qui a mis en place quand il

était aux affaires au Luxembourg les accords secrets permettant aux multinationales d'échapper à l'impôt. En 30 ans Junker a blanchi l'argent de 350 multinationales, c'est estimé à 2.400 milliards d'euros. Et c'est lui qui impose des plans d'austérité aux pays disant ayez un budget en équilibre !! Une honte !!

Oui Junker, le Wall Street Journal, Gattaz, le Figaro et la « Mutti Angela » se réjouissent et applaudissent la destruction de notre code du travail. Tout ça va dans le bon sens mais il faut encore aller plus loin, disent-ils. La « Mutti » remet une couche en disant que la France doit faire des réformes douloureuses. Et Macron s'exécute afin d'ériger la France en élève modèle vis-à-vis de Bruxelles et de Berlin.

Pour les travailleurs, commence un véritable recul d'un siècle des droits arrachés par les travailleurs. Le nouveau code du travail qu'il faut appeler maintenant « code patronal » donnera des pouvoirs extraordinaires au patronat pour rendre les travailleurs taillables et corvéables à merci. Oui avec l'inversion de la hiérarchie des normes les accords d'entreprises doivent primer sur les accords de branches, la convention collective. Avec les ordonnances, les accords d'entreprises, où le chantage patronal s'exprime le plus férocement, deviennent la source principale du droit.

Les travailleurs d'une même branche professionnelle seront soumis à une pression à une concurrence sauvage, il y aura des milliers de code du travail. C'est le moins disant social qui emportera le marché. Scandaleux !

Comme l'a dit la ministre Penicaud : « avec cette loi tout est possible. » C'est cette dame qui a encaissé une plus-value de 1,13 millions d'euros en vendant ses stocks options quand Danone où elle était directrice des ressources humaines jetait 900 travailleuses et travailleurs à la rue. Oui, dans leur monde pourri par la spéculation, l'action grimpe quand on jette les travailleurs à la rue.

Oui, toutes les entreprises seront « smartisées ». Rappelez-vous ce qui s'est passé à la Smart l'année dernière.

A les entendre, les référendums seraient un exemple de démocratie participative.

D'après eux, la démocratie pour les travailleurs doit reposer sur un chantage éhonté de la part du patronat qui se traduit par le pistolet sur la tempe du salarié, comme à la Smart : « tu signes sinon je délocalise. ». **Avec les accords Smart « l'Europe est en marche » disent des parlementaires. Oui l'Europe de la flexibilité de la destruction sociale est en marche pour permettre, chaque année, une évasion fiscale de 1.000 milliards d'euros volés aux travailleurs.**

Oui, d'après eux, les référendums d'entreprise seraient un exemple de démocratie participative.

Ils osent encore nous parler de démocratie alors qu'ils ont violé, piétiné le vote souverain du peuple en 2005 qui a voté à 55% contre la constitution européenne. Et ceux qui combattent cette loi scélérate du code du travail, sont traités de fainéants et d'abrutis. Alors que pour 3 Français sur 4, aller travailler le matin est une source d'angoisse, par crainte de la hiérarchie, des tâches qui les attendent. Oui ils vont travailler la boule au ventre. Sans parler des suicides. Certains d'entre vous ont certainement vu le reportage sur France2 Cash investigation dans quelles conditions travaillent les salariés de chez Lidl. Une honte ! Mais ça c'est « l'Europe en marche ».

Dans nos permanences les travailleuses et travailleurs donnent des témoignages révoltants sur l'arbitraire patronal : le chantage à l'emploi, baisse des salaires, allongement du temps de travail sans compensation salariale, suppression des primes de vacances et de Noël, augmentation des cadences, le stress, la maladie, la peur de se mettre en arrêt, sinon c'est la porte, la peur de créer un syndicat, un comité d'entreprise, sinon c'est la porte. On leur dit: « *c'est comme ça, il faut être compétitif en Europe, si vous n'acceptez pas on ferme ou on délocalise* ». Ah, elle est belle notre démocratie, notre Europe où sévit la répression syndicale et nos gouvernants qui ont le culot de mettre en avant ses soi-disant valeurs humanistes.

C'est ça une des réalités du monde du travail, des fainéants !

Et à chaque fois quand des acquis et droits passent à la trappe, c'est toujours avec les applaudissements de la Commission européenne et de l'oligarchie financière. Il en fut ainsi avec la réforme Schroeder en 2003 (applaudie par la Commission européenne) qui a démantelé tous les systèmes du marché du travail et de protection sociale. Partout en Europe, c'est la déréglementation totale du marché du travail au nom de la compétitivité. Oui, il faut nous saigner aux quatre veines afin que nous soyons compétitifs avec le Bangladesh.

C'est ça le renouveau incarné par le gouvernement Macron-Philippe.

Et feu sur les petits ! Les « sans dents », de Hollande dont son coiffeur nous a coûté 10.000 euros par mois, et feu sur les « riens, les illettrés, les fainéants » de Macron qui nous coûte tous les trimestres 26.000 euros en frais de maquillage, oui 26.000 euros pour se pomponner le nez. (170.000 F – 17 millions de centimes et à nous on dit que les caisses sont vides !!! Une honte !!!).

Les chômeurs vont passer à la moulinette. Ils sont traités de fraudeurs, il faut les contrôler tous les jours comme l'a dit GATTAZ, mais les évadés fiscaux qui sont connus ne sont pas contrôlés. il faut leur réduire la durée d'indemnisation d'après le modèle de la « Mutti Angela » les obligeant d'accepter n'importe quel travail, avec baisse de salaire de 30%, après deux refus c'est la radiation. Dans la nouvelle convention les chômeurs entre 50 et 55 ans sont déjà passés à une durée d'indemnisation de trois à deux ans. **Les ouvriers malades sont trop longtemps en arrêt, il faut en réduire la durée et la chasse est ouverte contre les médecins qui dénoncent la souffrance au travail**

Le renouveau ! C'est haro sur les retraités qui sont considérés comme des nantis. Et vlan, + 1,7% de CSG. Et les parlementaires se s'en sont exonérés sur leur nouveau système d'indemnités parlementaires.

Mais comme le clame Bruno Le Maire, les petites retraites jusqu'à 1200 euros ne sont pas concernés. 1.250 euros c'est une grosse retraite M. le ministre. Il a le culot de dire : « *nous leur demandons un effort parce qu'il faut aider les nouvelles générations à mieux travailler, à avoir une meilleure rémunération au travail.* » Alors que les retraités ont bossé dans toute leur vie et maintenant ils doivent passer à la caisse pour aider les nouvelles générations ? **Un scandale ! En même temps, 80 milliards d'évasion fiscale en toute impunité chaque année et la suppression de l'impôt sur la fortune qui représente près de 4 milliards. Avec la réforme de l'ISF, Macron donne 4 millions d'euros à chacun des 100 plus riches en France qui font partie des évadés fiscaux!! Oui, il donne une prime de 4 millions d'euros à Bernard Arnaud le roi du luxe, l'homme le plus riche de France qui pèse 48,2 milliards d'euros. Et en même temps il augmente la CSG pour les retraités de 1,7%. Une honte !**

Oui, milliardaires exonérés et retraités surtaxés !!!!

En même temps, baisse des APL de 5 euros. Oui, eux qui sont complètement déconnectés des réalités ne savent pas que 5 euros c'est le prix de 5 baguettes. Des millions de personnes n'arrivent pas à boucler leur fin de mois, les étudiants en sont frappés de plein fouet. Un étudiant sur quatre vit sous le seuil de pauvreté qui doit faire le choix entre manger et se soigner !

Oui, les retraites sont dans le viseur du broyeur européen. Il faut bien savoir que lors du sommet européen à Barcelone le 22 mars 2002, Chirac, Jospin, Schroeder, Blair ont signé avec le même stylo le recul de l'âge de la retraite de cinq ans.

Ah oui, l'avenir des valeurs humanistes de notre belle Union européenne Goldmansachsienne, est toute tracé, travailler jusqu'à ce que mort s'en suive. La retraite à 67 ans avait été engagée en 2005 par le « socialiste » Schroeder. Wolfgang Schäuble propose la retraite à 70 ans. En Italie on parle de 75 ans ! **Oui, à les entendre, le recul de l'âge de la retraite, crever au travail, c'est l'avenir, c'est « l'Europe en marche ».** Et bien ceux-là, qui n'ont jamais mis les pieds dans une usine, les parlementaires qui votent toutes ces saloperies, eh bien, il faut leur faire faire un stage dans les entreprises du bâtiment et travaux publics, les mettre sur les routes la pelle en main en étalant le bitume sur la chaussée par 40° de chaleur, les faire grimper à longueur de journée sur les toits, les échafaudages, s'échiner chez Halberg Guss dans le bruit, la poussière, le vacarme, la chaleur... Ils auront alors une autre vision du monde du travail. Une honte d'entendre des propos pareil par des politiciens qui se pavanent dans les salons feutrés et ne connaissent que les ors de la monarchie républicaine.

Depuis des années le niveau des retraites baissent en France (réforme Balladur en 1993) comme en Allemagne où le niveau de retraite pour 45 annuités correspond aujourd'hui à 47,7% du salaire moyen, ce qui ne permet pas de vivre décemment. Une honte !

Mais il faut encore en mettre une couche. La « Mutti Angela » veut dans le prolongement des plans Schroeder, baisser ce niveau à 46% en 2025 et 43% en 2030. Plus de 25 millions de retraités sont menacés de toucher un revenu inférieur au seuil de pauvreté. 11 à 12 millions selon le syndicat Ver.di toucheraient une rente du niveau de Hartz IV (404 euros par mois). De plus en plus de retraités allemands travaillent dans le cadre d'un minijob pour vivre. Ils sont passés en 10 ans pour les retraités de plus de 64 ans, de 740.000 à 1,02 millions. C'est une augmentation de 40%. Ce scandale est ainsi commenté avec cynisme par l'élite allemande : « Den Rentnerinnen und Rentner sei es ohne Arbeit halt langweilig. » (oui les retraités s'ils ne travaillent pas s'ennuient à la maison)

On a volé à la masse salariale des travailleurs en Allemagne entre 1978 et 2015 exactement 12 % en points retraite.

C'est ce système, le renouveau, que Macron veut instaurer en France. Oui, comme le dit la « Mutti » Angela, la France doit faire des réformes douloureuses.

Ver.di, la IG Metall, le DGB mènent actuellement une grande campagne contre cette situation plongeant les retraités dans la pauvreté.

Oui, la pauvreté ne cesse de se développer en France, en Allemagne, dans toute l'Europe. Oui, l'Europe vous protège !!

Les derniers rapports du Secours populaire français et du secours catholique sur la pauvreté des Français sont dramatiques. Ils apportent la preuve de l'immense détresse à laquelle sont confrontés de plus en plus de Français. La pauvreté s'enracine et s'étend touchant des

pans entiers de la population, y compris les seniors dont un nombre croissant peine à manger à sa faim et ne soigne plus.

9 millions de personnes en France vivent sous le seuil de pauvreté, + 1,2 millions en 10 ans. Oui l'Europe protège !

En 2017, 57% des Français ont déjà connu la pauvreté ou redoutent de connaître une telle situation. 66% des Français disent avoir un proche dans la pauvreté. 26% d'entre eux ne parviennent pas à boucler les fins de mois. 10 millions de français renoncent à se soigner en raison de coûts élevés.

3 millions d'enfants vivent sous le seuil de la pauvreté en France et en Allemagne. 8 millions d'Allemands vivent avec Hartz IV. 31.000 enfants en France n'ont pas de toit. 13 millions de pauvres en Allemagne. **Oui, le fameux modèle allemand si cher à Macron, il l'était aussi à Hollande.**

En Sarre près de 7.500 personnes âgées de plus de 65 ans, en raison d'un montant de retraite insuffisant doivent faire appel à l'aide sociale. Soit une augmentation de 78% en dix ans. 40% des seniors modestes peinent à se procurer une alimentation saine pour faire 3 repas par jour.

Et ils osent nous dire, l'Europe vous protège, il faut plus d'Europe, oui allant dans le sens de l'agenda de Schroeder initié en 2003.

Déclaration de Gerhard Schröder à Davos en 2005 : « *Nous devons et nous avons libéralisé notre marché du travail. Nous avons construit l'un des meilleurs secteurs à bas salaires qui existe en Europe* »

Oui, chers amis, la référence c'est le fameux modèle allemand. Mais celui-ci serait encore trop généreux envers le monde du travail : La « Mutti » avait déjà proclamé : « *schluss mit den Wohltaten* » (il faut en finir avec les avantages)

Et un nouvel Agenda imposé par l'oligarchie capitaliste et l'UE est dans les tiroirs de la « Mutti » : dénonciation des conventions collectives, plus de flexibilité, la journée de 8 h doit disparaître, plus de dérèglementation, fermetures d'hôpitaux ... Il s'agit de détruire, totalement toutes les conquêtes historiques de la classe ouvrière.

Oui tout va dans le sens de l'interview de Manuel Barroso l'ancien président de la Commission européenne (maintenant chez Goldman Sachs), faite au Figaro le 25 mars 2006 où il disait avec son sourire ironique : « *il faut savoir qu'on vivra avec moins de garanties et de bonheur que les générations précédentes.*

Alors qu'ils nous ont promis le paradis en 1992, lors de la signature du traité de Maastricht, il y a 25 ans : plein emploi, justice sociale, prospérité. Ceci, en claironnant leur hymne « l'Ode à la joie », évoquant les soi-disant idéaux de liberté, de paix et de solidarité incarnés par l'Europe. Oui, une vaste fumisterie !

Oui, leur UE capitaliste ne génère que misère et guerre. Leur mot mot clé relayé par nos perroquets des médias, contrôlés par 9 milliardaires, est « ADAPTATION ». Oui les gouvernants ne cessent de marteler, qu'il faut s'adapter à la mondialisation, qu'il n'y a pas d'autres alternatives. C'est ça l'avenir, il faut être moderne, c'est ça le renouveau, c'est ça le moteur d'un nouveau monde, une expérience nouvelle disent-ils.

Non ! Le renouveau c'est la rupture avec ce système capitaliste ! Le renouveau c'est mettre fin à l'évasion fiscale, c'est abattre les paradis fiscaux, c'est abattre les fonds spéculatifs. Je vous recommande vivement de lire les livres suivants : « 600 milliards d'avoirs français qui reposent dans les paradis fiscaux », « la face cachée des banques », « l'Arnaque de la finance ».

Le renouveau, c'est rompre avec ce système capitaliste qui permet la spéculation sur les matières premières, agricoles faisant crever de faim 17 millions de personnes chaque année ; toutes les sept secondes un enfant meurt de faim sur la planète. On nous serine de Cop 21, alors que les multinationales européennes détruisent l'Amazonie : l'équivalent de deux mille terrains de football disparaît chaque jour.

Le renouveau, c'est rompre avec ce système capitaliste qui permet l'acharnement des chacals à la Bourse où se pratique 17 millions d'opérations financières spéculatives à la seconde.

Le renouveau, c'est rompre avec ce système capitaliste, qui permet que 62 personnes sur la planète ont l'équivalent en revenus de 3,5 milliards de personnes ; **qui permet les** scandaleuses délocalisations encouragées par leur UE jetant à la rue des milliers de travailleurs ; **qui permet que** les multinationales fraudent, falsifient, truquent leurs comptes, tuent, pillent les richesses du tiers monde, qui volent les richesses créées par les travailleurs en ne payant pas d'impôt, **qui permet** qu'une personne puisse acheter un tableau d'une valeur de 450 millions de dollars. Avec cette somme colossale on aurait pu construire 40 hôpitaux en Afrique !!!

Le renouveau, c'est rompre avec ce système capitaliste qui permet la spoliation annuelle du capital au travail qui représente 10% du PIB : 200 milliards annuel. Oui, en 30 ans la rémunération du capital a volé au travail 10% du PIB. Des économistes sérieux ont calculé (ceux qu'on ne voit jamais à la télé) que ces 200 milliards annuels permettraient le financement de 4 millions de salaires à partir d'un salaire annuel de 40.000 euros, incluant les cotisations sociales.

Le renouveau, c'est rompre avec ce système capitaliste en annulant la dette préfabriquée par les spéculateurs. De nombreux économistes signalent qu'elle est illégitime, ce n'est pas la dette des travailleurs donc il faut l'annuler disent-ils. Elle a été fabriquée pour satisfaire les exigences des capitalistes et des spéculateurs, des marchés financiers. Il faut savoir que les gouvernements leur ont donné ce pouvoir en accordant l'indépendance aux banques centrales. Avant 1973, l'Etat empruntait à la banque de France à pratiquement 0%. Les statuts ont été modifiés obligeant l'État à faire appel directement sur les marchés financiers en payant des intérêts. Oui les marchés financiers, les spéculateurs dictent leur loi. N'est-ce pas un nommé Tietmayer ex président de la Bundesbank qui avait dit lors de l'introduction de l'euro : « *Il faut savoir que les politiques n'ont plus de compte à rendre aux citoyens mais uniquement aux marchés financiers* ». **Il faut démanteler les marchés financiers.**

Le renouveau, c'est rompre avec ce système capitaliste qui permet le libre-échange (dénoncé par Maurice Allais, prix Nobel d'économie) qui est la machine de guerre contre les

systèmes de protection sociale et qui liquide nos entreprises. Il faut prendre des mesures protectionnistes dans le cadre de la charte de Havane de 1948 qui repose sur l'équilibre de la balance de paiement. **Il faut savoir que le cœur de la mondialisation est la libre circulation des capitaux autrement dit la libre évasion des capitaux et que ce sont des politiques qui l'ont mise en place suite à une avalanche de déréglementations. Il faut confisquer les avoirs de banques, en bloquant les capitaux, en interdisant leur libre circulation, oui confisquer les milliards de l'évasion fiscale pour les besoins du peuple travailleur et de la jeunesse.**

Le renouveau, c'est rompre avec ce système capitaliste qui provoque les guerres, déstabilise les pays en les mettant à feu et à sang. L'Irak, la Lybie, la Syrie, la Palestine, le Yémen dans le seul but d'accaparer les matières premières. Oui tapez google : « Roland Dumas Syrie » (ancien ministre des affaires étrangères) qui explique comment que la guerre insurrectionnel a été organisée par les puissances occidentales nos barbares, ces grands défenseurs des droits de l'homme. Regardez le malheur des gens, l'état des peuples, les villes rasées, les immenses champs de ruine ! Des millions de personnes, enfant, qui n'ont plus de toit. Oui cette barbarie a été organisée par l'impérialisme américain suivi de leurs caniches européens.

Oui, chers amis, pour le système capitaliste et son instrument l'UE, qui ne génère que misère, désolation et guerre, nos droits sociaux ne sont plus adaptés et doivent être liquidés.

Mais pour eux, volés chaque année aux travailleurs 1.000 milliards d'euros, ça c'est adapté, ça c'est le renouveau.

Non ça ne peut plus continuer. Ca suffit ! Jusqu'à quand allons-nous accepter ce massacre social !

Nous vivons un véritable hold-up de nos conquêtes sociales historiques, en France et en Allemagne, arrachées par la lutte de classe durant plus d'un siècle.

La 1ère fortune du monde un certain Warren Buffet qui pèse 65 milliards de dollars a dit: *„La guerre des classes, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de l'emporter.“*

Oui les empires financiers gigantesques de ces milliardaires, qui détournent les richesses créés par les travailleurs, ne cessent de croître, cette caste de capitaliste, ces parasites, ces criminels économiques, qui croulent sous les milliards que sont les Arnaud, Bébéar et Cie les Haberer, les Akermans, les Bouyges, Bolloré, les Pinault, les Rotschild, les Lagardère, les Bettencourt. En France, près de 56 milliards d'euros de dividendes ont été distribués en 2016 par les entreprises du CAC 40. En Allemagne les trente grandes entreprises de l'index boursier DAX ont fait un profit de 114 milliards. Oui les milliards leur sortent par tous les pores de la peau. **Et ce sont eux, d'après notre président de la république, les premiers de cordée qu'il faut ménager alors que c'est cette caste qui nous vole chaque année en évasion fiscale 1.000 milliards d'euros.**

aux travailleurs qu'il ne sera pas possible d'en finir avec la régression sociale tant que les capitalistes conserveront la maîtrise des banques et des moyens de productions ; en dénonçant cette spoliation annuelle d'évasion fiscale faite dans les poches des travailleurs ;

Cette CES qui a invité lors de son congrès en 2015 à Paris : Hollande, Junker, Schulz... Oui, tous les fossoyeurs de nos acquis sociaux, les marionnettes du capital financier étaient les invités vedettes de la CES. Et Junker, le roi de l'évasion fiscale a eu l'honneur d'ouvrir le congrès. On croit rêver !!!

Oui, il faut le tous ensemble et en même temps. Oui il faut paralyser le pays pour mettre en échec cette politique de massacre social.

Et ceci sans délai, car ce qui est en jeu, c'est la préservation ou la disparition de tout ce que le combat ouvrier et démocratique a mis plus d'un siècle à édifier.

Aux Etats-majors syndicaux de prendre leurs responsabilités en s'inspirant de cette phrase de Benoît Frachon, un grand dirigeant de la CGT. Je cite : « *la classe ouvrière n'obtient que ce qu'elle impose par son action décidée et le syndicat doit organiser diriger la lutte de millions de prolétaires qui comptent sur lui* » Oui pas une roue ne tourne pas une lumière ne brille sans la permission de la CO.

Plus que jamais, nous avons besoin d'un programme syndical et politique de rupture avec le système capitalisme, pour un changement de société libérée de l'exploitation capitaliste.

Oui, il est grand temps de remettre en mémoire à nos gouvernants cette phrase de l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que fit inscrire Robespierre dans la Constitution de 1793 qui fondait la 1^{ère} république, cette phrase qui cingle toujours au visage les apprentis-tyrans et qui guide toujours les vrais républicains : « *quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection et pour le peuple et pour toute portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ».

Chers Amis, je termine. J'ai essayé de rendre compte de notre activité durant ces 40 années de lutte. Comme vous avez pu le constater, nous avons toujours œuvré dans le respect des orientations prises en 1977. En regardant dans le rétroviseur, nous pouvons être fiers de notre bilan. Un travail considérable a été réalisé. Grâce au rassemblement des travailleurs frontaliers de grandes revendications ont été satisfaites durant ces 40 années. Mais la

bataille continue, oui pour l'abrogation de la CSG sur les retraites. De nombreuses revendications restent encore en suspens.

Aujourd'hui, à l'occasion de ce 40^{ème} anniversaire, je souhaite que notre organisation grandisse encore, se donne les moyens d'être encore plus efficace. Qu'elle se renforce, que des jeunes militants s'investissent, qu'ils y prennent des responsabilités. Que chaque membre soit le porte-parole de l'organisation et appelle les inorganisés à venir grossir nos rangs.

Nous les travailleurs frontaliers sommes les pionniers de l'Europe mais pas de cette Europe du capital, de la spéculation, des paradis fiscaux, de la guerre. Nous ne voulons pas de cette Europe qui est rejetée par tous les peuples européens et qui par la voix de Mario Draghi dit : « *le modèle social européen est mort* ».

Non à cette Europe de malheur qui ne génère que misère et Guerre!

Nous sommes solidaires avec l'appel des militants ouvriers allemands, français, belges, italiens et autres, à une conférence ouvrière européenne pour une Europe des droits ouvriers et de la démocratie, pour rompre avec Maastricht et les diktats de la BCE.

Oui, unité des classes ouvrières européennes pour construire les États-Unis ouvriers d'Europe de la justice sociale, de la paix, débarrassés de l'exploitation capitaliste.